

Dans les quartiers nord de Marseille, il faut attendre minimum sept mois pour obtenir une mammographie.

7

« Le recueil systématique de données nous conduit à adapter notre stratégie »

Entretien avec Yazid Attalah,
président de Santé et environnement
pour tous (Sept).

*La Santé en action : Qu'apporte
l'évaluation scientifique du projet
de médiation 13 en santé
dans les quartiers nord
de Marseille ?*

Yazid Attalah : Sept est membre du comité technique chargé de cette évaluation. Elle s'avère un outil indispensable pour dresser d'abord un état des lieux. En effet, contrairement aux autres quartiers de Marseille, les habitants des quartiers nord sont enclavés et connaissent de gros problèmes de mobilité. Les inégalités sociales et de santé y sont très fortes. Les constats sont accablants. Dans le 14^e arrondissement, qui compte près de 90 000 personnes, il y a un seul cabinet de radiologie. Le délai d'attente pour faire une mammographie est au minimum de sept mois. C'est dans ce contexte qu'est déployée la médiation. C'est un projet complexe, car il ne suffit pas d'aller vers les habitants pour les sensibiliser au dépistage et à la vaccination, il faut aussi résoudre les difficultés d'accès aux dispositifs de prévention, en mobilisant le peu d'offres de soin disponibles.

S. A. : Le processus d'évaluation nourrit-il une réflexion sur vos pratiques ?

Y. A. : Depuis deux ans, nous documentons de façon rigoureuse le travail quotidien des médiateurs. Le recueil systématique de données nous conduit à adapter notre stratégie. Nous disposons maintenant d'une

base de contacts, fruit de nos actions (village Santé, partenariats et porte-à-porte), qui nous permet aujourd'hui d'élargir nos interventions au-delà des démarches d'« aller-vers ». Nous pouvons relancer plus facilement les personnes, avec leur consentement préalable. Dans le dépistage du cancer du col de l'utérus, lorsque les frottis sont positifs, nous rappelons les femmes concernées pour faire un suivi et voir s'il y a besoin de les accompagner. Les données nous incitent à recalibrer nos actions au regard de l'impact qu'elles ont eu. Par exemple, si dans un secteur, sur une période donnée, une plus grande proportion de femmes que d'hommes ont répondu favorablement, nous nous interrogeons sur les modalités d'interventions pour atteindre ces derniers : quels autres partenaires associatifs ou institutionnels devons-nous solliciter ? Quels lieux différents devons-nous investir – centre commercial, équipements sportifs, etc. – ? Quels horaires devons-nous privilégier ?

S. A. : Qu'attendez-vous d'une telle évaluation ?

Y. A. : Bien sûr, on peut redouter certains résultats d'une étude populationnelle. Des personnes pourraient juger que l'augmentation du nombre de dépistages des cancers est faible. Cependant, au-delà des chiffres, il y a une réalité moins mesurable : ce sont des drames familiaux évités si une personne est prise en charge de façon précoce ; c'est le rétablissement d'un état de droit dans des quartiers où les gens se sentent abandonnés ; ce sont des changements de comportement

L'ESSENTIEL

■ **L'association Santé environnement pour tous (Sept), qui œuvre pour la réduction des inégalités en santé depuis 2019, porte le projet de médiation 13 en santé dans les quartiers nord de la cité phocéenne. Ses interventions visent à améliorer le dépistage des cancers et la vaccination auprès d'une population éloignée du système de soins. L'évaluation en cours impose une remise en question quotidienne à l'équipe de médiateurs, qui repense régulièrement ses modalités d'action pour s'ajuster aux réalités du terrain.**

en santé qui s'amorcent, dont on verra les fruits dans quelques années. Ceci dit, je n'ai pas vraiment de craintes. 13 en santé a un impact, et ses techniques d'animation et son ingénierie de projet sont innovantes. Notre action est reconnue par les habitants, par nos partenaires associatifs et institutionnels. Nous sommes visibles sur le terrain, grâce notamment au bus prévention. Nos interventions font vivre la thématique santé ; beaucoup en parlent désormais. C'est une évolution notable. Nous espérons que les résultats de l'évaluation, processus lourd mais nécessaire, permettront d'étayer le plaidoyer pour inscrire cette longue et riche expérience de médiation en santé dans le droit commun et la pérenniser. ■

Propos recueillis par Nathalie Quéruel,
rédactrice en chef.

Dossier

Miser sur des interventions efficaces pour améliorer la prévention